



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2025-079 DREAL du 22 DEC. 2025

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon et exploitée par la SAS HYDRAPRO

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, et en particulier son article 8 ainsi que le 3 de son annexe I ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2008 autorisant la SARL BLUE POINT COMPANY à exploiter une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant délivré à la SAS HYDRAPRO en date du 5 novembre 2012 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon et exploitée par la SAS HYDRAPRO ;

- Vu** l'évènement survenu le 10 août 2025 sur le site exploité par la société SAS HYDRAPRO à LEDENON : départ en combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment bunker de stockage de matières premières ;
- VU** les inspections site exploité par la société SAS HYDRAPRO à LEDENON, réalisées le 11 août 2025 et 5 septembre 2025 par l'inspection des installations classées et les rapports respectifs des 13 août 2025 et 14 novembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 17 novembre 2025 par courrier recommandé ;
- Vu** les observations du 1^{er} décembre 2025 sur le projet d'arrêté formulées par l'exploitant ;

Considérant que la société SAS HYDRAPRO est actuellement autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Lédénon, une usine de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, réglementée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relevant du régime de l'autorisation, sous le statut seveso seuil haut ;

Considérant qu'en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, suite à l'évènement survenu le 10 août 2025 de départ en combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment « bunker » dédié notamment au stockage de matières premières, un rapport d'accident a été transmis le 2/09/2025 et complété le 12/09/2025 suite à la visite d'inspection sur site du 5/09/2025 ;

Considérant que tel qu'identifié par l'exploitant dans son rapport d'accident sus-cité et par l'inspection des installations classées dans son rapport du 14 novembre 2025 faisant suite à la visite d'inspection sur site du 5 septembre 2025, un réexamen de l'étude de dangers actuelle est nécessaire sur la zone bunker et sur les contenants de matières chlorées présents sur le site, pour tenir compte des observations et du retour d'expérience tiré de l'analyse de l'évènement du 10 août dernier ;

Considérant que l'accident du 10 août dernier a relevé la sensibilité des produits chlorés mis en œuvre sur le site, et a montré, en particulier, que les big-bags de DCCNa pris dans l'incendie s'étaient comportés comme des produits "comburants", alors même que les fiches de données de sécurité correspondantes classent ces produits en non comburant ;

Considérant que dans ces conditions la société SAS HYDRAPRO doit compléter l'analyse des risques actuelle en intégrant l'analyse du retour d'expérience de l'évènement du 10 août 2025 ainsi qu'une analyse technique approfondie des caractéristiques chimiques du DCCNa et des produits à base de DCCNa présents dans le « bunker » pouvant expliquer ce comportement "comburant" observé des big-bags DCCNa pris dans la combustion du 10 août 2025 ;

Considérant que les causes initiatrices de l'évènement du 10 août restent non identifiées à ce jour ;

Considérant qu'une anomalie d'exploitation est survenue quelques jours avant l'accident du 10 août 2025, sur un lot de fabrication à base de DCCNa, formulé le 31 juillet 2025, ayant été isolé et ayant fait l'objet d'une surveillance renforcée jusqu'au 7 août 2025 ;

Considérant, par ailleurs, qu'il est relevé, lors de la visite du 5 septembre 2025, la présence d'un contenant DCCNa entamé de matières premières présent sur le site depuis près de 4 mois, alors que la durée est de moins d'un mois pour les autres contenants ;

Considérant, d'autre part, que l'analyse du bureau d'enquête et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) suite à l'incident survenu sur ce même site de Lédénon, à l'été 2023, de départ en combustion de produits chlorés a conclu à une impossibilité d'exclure la cause d'incompatibilité par « contamination par huile/matière organique », contamination possible dès lors que le contenant de produits chlorés a été ouvert ;

Considérant que dans ces conditions des mesures complémentaires d'organisation des stockages au niveau du bâtiment bunker dédié notamment au stockage de matières premières sont nécessaires afin de réduire l'occurrence du risque, et de le diminuer en termes de propagation, avec une quantité de produit affectée par cellule plus faible ;

Considérant en conséquence qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé pour tenir compte de l'analyse de l'évènement du 10 août 2025 et limiter, ainsi, les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publique et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

La société SAS HYDRAPRO (SIRET 48994118700036), dont le siège social est situé ZI du piquet à ETRELLES (35370), est autorisée, sous réserve du respect des actes antérieurs et des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau située sur le territoire de commune de LEDENON (30210), au lieu-dit Pazac.

Article 2 – Etude de dangers

L'exploitant ré-examine l'étude de dangers de son site de Ledenon pour tenir compte de nouvelles connaissances découlant de l'analyse de l'évènement survenu sur son site le 10 août 2025 : départ en combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment « bunker » dédié notamment au stockage de matières premières.

Ce ré-examen est attendu pour le 31 mars 2026. Il comporte notamment :

- une analyse de risques détaillée, selon une méthodologie systématique et exhaustive des procédés de production mis en œuvre et de leurs différentes étapes, intégrant en particulier :

* tous les évènements initiateurs susceptibles de survenir, pouvant conduire à un évènement similaire à celui du 10 août 2025 ;

* le risque évalué est estimé dans le parcours dynamique de transfert des produits au sein et entre les installations de l'établissement, et dans les différentes étapes du procédé des divers

contenants de produits chlorés (matière première et produits formulés), dès lors que le contenant est ouvert. Cette évaluation prend en compte également les opérations de bâchage des big-bags entamés et des cuves de transport et de fabrication ;

* un examen des conditions de stockage et des spécifications physico-chimiques des produits chlorés mis en œuvre sur le site au regard des risques d'instabilité réactionnelle ;

- une réévaluation de l'adéquation de toutes les mesures de maîtrise des risques, et de leurs composantes, retenues dans l'étude de dangers au regard de l'occurrence du phénomène de décomposition des matières chlorées ;

- une prise en compte des constats de vidéosurveillance enregistrés, afin de réexaminer les termes source pris en compte dans l'étude de dangers pour la modélisation des conséquences du phénomène de décomposition des matières chlorées ;

Article 3 – Conception des installations : organisation des stockages

L'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 est complété par les dispositions suivantes :

« La durée de stockage maximale de tout contenant ayant déjà été ouvert mais non entièrement consommé, de matière première chlorée (hors BCDMH) présent dans le « bunker » est fixée à 2 mois.

En dehors des heures ouvrées, le bâtiment D de fabrication ne contient aucune matière chlorée, ces dernières étant stockées dans les cellules dédiées du bâtiment bunker de matières premières.

Au sein du bâtiment bunker dédié notamment au stockage de matières premières, l'organisation des stockages permet la ségrégation, via les différentes cellules de stockage existantes et dédiées, entre les contenants de produits chlorés fermés neufs et ceux déjà ouverts puis refermés. Pour mettre en œuvre cette organisation, les dispositions spécifiques suivantes sont appliquées :

- est dédiée au moins une cellule de stockage dite « tampon comburant » de 15 m² permettant de ranger exclusivement les big-bags ayant déjà été ouverts de matières premières chlorées comburantes non consommées en fabrication ainsi que les produits semi-finis comburants en attente de conditionnement,

- est dédiée au moins une cellule de stockage dite « tampon dangereux pour l'environnement » de 15 m² permettant de ranger exclusivement les big-bags ayant déjà été ouverts de matières premières chlorées non comburantes non consommées en fabrication, ainsi que les produits semi-finis non comburants en attente de conditionnement,

- les cellules de stockage de 15 m² permettent le stockage exclusif de big-bags non entamés en îlots de stockage de 6 m² dédiés au stockage d'une matière première chlorée comburante,

- au moins une cellule de stockage est dédiée à un produit chloré dangereux pour l'environnement non comburant exclusivement en big-bags non entamés,

- une cellule de stockage de 70 m² est dédiée à un produit dangereux pour l'environnement conditionné non chloré sur palette, ne permettant pas de les gerber ou stocker facilement en rack.

Les dispositions de l'alinéa précédent relatif au bâtiment « bunker » sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2026. Si des travaux de redimensionnement des cellules existantes sont identifiés, le préfet peut accorder un délai supplémentaire sur demande justifiée de l'exploitant.

Ces dispositions spécifiques de ségrégation pourront être ré-évaluées sur demande de l'exploitant à l'appui d'une étude technique approfondie des caractéristiques chimiques sur les produits chlorés mis en œuvre. «

Article 4 – Bilan des anomalies d'exploitation

L'exploitant transmet dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté un bilan sur les trois dernières années des anomalies d'exploitation relevées sur les produits chlorés (matières premières, produits formulés, produits en fabrication et produits finis) par rapport au produit attendu. Ce bilan fera état de la localisation et des types d'anomalies ainsi que des actions prises en conséquence.

Article 5 – Rubriques des ICPE

L'astérisque simple [*] précisé sous le tableau détaillé des rubriques des ICPE figurant en annexe 1 confidentielle de l'arrêté préfectoral n°2025-034-DREAL du 28 avril 2025 est remplacé par la disposition suivante :

« * A noter qu'en heures non ouvrées, les produits non consommés présents dans le bâtiment D (DCCNa et ATCC) ainsi que les produits formulés en attente de conditionnement seront stockés au sein du bâtiment de matières premières. Ainsi, en heures ouvrées, les quantités sont présentes dans l'un ou l'autre des bâtiments. »

Article 6 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du Code de l'environnement.

Article 7 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à

l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Lédénon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS HYDRAPRO.

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD